

Un virus ? Mieux : une pandémie !!!

Du jamais vu à notre siècle, avec des mesures sanitaires inusitées depuis le Moyen-Age. L'actualité du moment, en ce mi-temps de quinquennat, a été on ne peut plus riche en événements, qu'ils soient sanitaires, géopolitiques, environnementaux ou sociaux : Gilets jaunes, grèves pour la défense des retraites, migrations aux frontières de l'Europe, mouvements hospitaliers, et pour finir, coronavirus.

On aura bien du mal à se souvenir de tout, alors quelques rappels : d'abord, une ministre de la santé, relayée par une porte-parole du gouvernement, accumulant contradictions et mensonges. Des stocks de masques disponibles, puis absents, puis détruits pour inconformité, puis finalement imposés sous peine d'amende dans la plupart des lieux publics.

Le tout sur fond d'hôpital public dévasté depuis des décennies par les pouvoirs successifs en place dans ce pays, avec un personnel démuni devant l'afflux massif de cas de contamination. Des soignants en première ligne, manquant des plus élémentaires protections, qui furent tour à tour gazés dans les manifs contre le projet de loi « retraites » puis finalement applaudis chaque soir par la population.

On dirait que chacun découvre (enfin !) tout le mal que le capitalisme, dans son effrénée course aux « résultats » dans l'hôpital public, a pu faire, réduisant drastiquement les budgets, le nombre de lits, dans les services de réanimation notamment. Au point que même un ministre a cru bon de solliciter la charité publique... **Faut-il rappeler ici que le monde capitaliste n'a eu cure des alertes soulevées par les soignants ? Comme aux pénuries auxquelles ils font face, tout comme il ne réagit pas intelligemment aux crises sociales ou environnementales qui ne sont que la conséquence de sa chasse au profit.**

Président et gouvernement n'ont pas pour autant manqué de vanter notre système de santé : soudain le service public de l'hôpital recevait leurs louanges ! Système dont ils se félicitent alors qu'ils n'ont cessé de casser notre protection sociale instaurée dès 1945, certains affirmant même qu'il fallait en finir avec le programme du CNR.

Macron a déclaré : « Nous sommes en guerre ! ». **Mais de quelle guerre s'agit-il ?** Essaierait-il d'affoler le peuple qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Pour notre part, nous savons qu'il s'agit d'une guerre de classe, qui n'a fait que s'amplifier au lendemain de la dernière guerre mondiale : rien de nouveau dans les pays où l'argent est roi, alors tâchons de ne pas nous laisser abuser par des discours affolants.

Car la peur, peur de la maladie pour commencer, débouchant sur la peur de l'autre et de sa contagiosité, puis sur la peur du chômage suite aux mesures de confinement : télétravail, chômage partiel, donc LA PEUR DE PERDRE EN GÉNÉRAL, est un puissant levier pour qui veut obtenir l'obéissance aveugle des masses, faisant passer l'intérêt de la classe dirigeante pour celui des travailleurs, et ce, au détriment non seulement de notre santé mais aussi de nos vies.

Il faut que nos camarades cessent d'accorder le moindre crédit aux pleurnicheries patronales : rappelons que les patrons sont les bienheureux bénéficiaires des largesses gouvernementales sous forme notamment de Crédit Impôt Recherche, CICE, auxquels s'ajoutent dans la situation actuelle 500 milliards de fonds de garantie de prêts, 300 milliards de prêts financés par l'État à travers la BPI, plus de 112 milliards d'aide directe, reports et/ou exonérations de cotisations...

Sommaire

- 1 . L'édito
- 2 & 3 . L'action
- 4 . L'information
- 5 & 6 . L'international
- 6 . L'agenda
- 7 . L'orga, le point
- 8 . La vie des sections

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00-
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0124 S 08416

Il est urgent, devant le constat fait précédemment, que notre fédé et, pour ce qui nous concerne, notre UFR, discutent et s'organisent pour élaborer les moyens de faire face à toutes les attaques subies et surtout pour adopter une stratégie de progrès social répondant à nos besoins.

La réforme des retraites est de nouveau sur le tapis, il est aussi question de limiter nos libertés, dont celle de manifester. Quoique... joli pied-de-nez à l'exécutif: en effet, le juge des référés du Conseil d'État a estimé que l'interdiction de manifester n'était pas justifiée par la situation sanitaire actuelle du moment que « les mesures barrières peuvent être respectées ».

MANIFESTATIONS DU 16 JUIN 2020



BORDEAUX



PARIS



MARSEILLE

- Nous avons donc manifesté le 16 juin pour la défense de notre Sécurité sociale.

L'écho de cette situation a retenti dans tout le pays, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes sur plus de 220 lieux de manifestations.

**SOUHAITONS QUE CETTE INITIATIVE
EN APPELLE D'AUTRES.**

Il est urgent de poursuivre et généraliser les grèves, actions et manifestations pour renverser cette politique engagée depuis des décennies par des gouvernements destructeurs de la santé et de tout notre modèle social. **Car la mise à mal de l'hôpital (près de 12 milliards d'euros de coupes budgétaires dans la dernière décennie, planifiées par les différents gouvernements d'année en année)** n'est jamais qu'une des conséquences de la casse de notre service public par un gouvernement ultra-libéral : caisses de Sécurité

sociale, gel des pensions de retraite, indemnisation des chômeurs réduite, quasi-suppression de certaines aides (APL), fermetures de lits et de services hospitaliers, en contrepartie de quoi fleurissent des établissements de santé privés, des assurances et complémentaires santé privées, des fonds de pension privés bien sûr garantissant, sauf en cas de crise importante (cf. l'exemple des subprimes aux Etats-Unis) quelques revenus à leurs sous-cripteurs, etc.

Ce transfert du public au privé engendre de tels profits aux actionnaires qui en détiennent des parts qu'il n'y a plus aucune honte maintenant à faire de l'argent sur les vies humaines !

Nous avons tant de luttes à mener contre le pouvoir en place : défense et réhabilitation de nos services publics, des fondamentaux du Conseil National de la Résistance, dont nos retraites, gravement menacées, enfin, plus généralement de tous nos conquies sociaux. Ne négligeons pas pour autant les questions sociétales : racisme, homophobie, violences policières etc.

Nous devons toujours garder à l'esprit que si nous ne faisons rien, si le salariat, avec la CGT, ne se mobilise pas pour garder et conquérir de nouveaux droits collectifs, le jour d'après sera bien pire que le jour d'avant.

N'oublions pas que : « Le patronat ne désarme jamais » (Ambroise Croizat).

Dans ce marasme où sont plongés les salariés, nous, retraités, subissons toujours les caprices du gouvernement : l'Agirc-Arrco, auquel, rappelons-le, l'Etat a refusé le moindre centime d'euro de prêt, accuse une baisse des cotisations perçues depuis avril, liée principalement au chômage partiel.

Si, pendant les prochains mois, le niveau de cotisations demeure 10 % en-dessous de la normale, l'Agirc-Arrco décidera de mesures drastiques, comme le gel des pensions.

Une fois de plus, nous sommes les cibles de ce gouvernement : il semblerait qu'à leurs yeux, les retraités aient de moins en moins de besoins puisqu'on laisse délibérément chuter leur pouvoir d'achat. Engager la riposte va être, espérons-le, très vite à l'ordre du jour de nos instances syndicales.

- **D'autres luttes sont apparues spontanément, notamment dès le 30 mai, date qui a surpris tout le monde et, en premier lieu, le pouvoir.**

Des rassemblements et manifestations ont eu lieu dans une dizaine de villes : des milliers de sans-papiers ont alors bravé l'interdiction

de manifester et débordé le dispositif policier pour manifester d'Opéra à République (à Paris).

Ainsi, une première brèche s'est ouverte dans laquelle se sont engouffrées plusieurs dizaines de milliers de jeunes manifestants contre le racisme et les violences policières, promettant d'autres actions dans les jours et semaines à venir.



- **Le 13 juin un cortège de collectifs de sans-papiers a manifesté pour exiger vérité et justice pour les victimes de violences policières et racistes.**

- **Le 20 juin, plusieurs milliers de personnes ont défilé dans tout le pays pour réclamer la régularisation des sans-papiers et un logement.** De nouveaux collectifs se créent, de nouveaux réseaux de sans papiers de plusieurs communautés se réunissent et se mobilisent aux côtés des collectifs déjà présents dans la Marche des Solidarités.

De nombreux manifestants étaient également présents pour dénoncer le racisme et les violences policières.

Il serait temps que tous ceux qui sont conscients que la maladie de notre société s'appelle capitalisme, que les salariés, jeunes, retraités, sans emploi, sans-papiers, etc. se mobilisent pour lutter contre cette politique du profit débouchant sur toutes les exactions possibles envers l'être humain.

Il serait temps, oui, que nous passions à un nouveau modèle de société. Car une vraie convergence de toutes les luttes pour plus de justice sociale peut faire tomber de son socle un capitalisme bien trop sûr de lui : l'union fait la force, ce n'est pas une nouveauté, c'est un concept fondamental.

- Pour en revenir à la situation sanitaire de notre pays, sur les 15 dernières années, ce sont **100 000 lits qui ont été fermés à l'hôpital public**, tandis que chaque année ce sont 90 milliards d'exonération de cotisations sociales (la recette de la Sécu) qui sont accordées aux entreprises. Sans parler des prêts consentis par l'Etat à Airbus, ou Renault, mais refusés à la caisse de retraite Agirc-Arrco...



- **Des milliers d'emplois industriels supprimés** notamment dans les industries de santé avec les conséquences que l'on mesure aujourd'hui à travers les pénuries de masques, de respirateurs, de médicaments... Avec, de pair, comme toujours la chasse au profit, de la part de grands laboratoires, ou de géants du secteur de la consommation, tel que Amazon, dont les ventes en ligne ont explosé, n'empêchant en rien cette boîte d'exercer, comme tant d'autres, une politique patronale répressive tout en s'affranchissant des contraintes fiscales.

Parlons-en, d'Amazon, d'ailleurs, qui prévoit l'implantation en France de 11 nouveaux entrepôts, doublant ainsi sa capacité de vente.



Dans les territoires, la gronde gagne et les recours pleuvent pour faire échouer ces projets considérés comme polluants et trop impactants pour les commerces de proximité. **Amazon se défend, lui, en affirmant être l'un des principaux créateurs d'emplois en France, exerçant ce chantage à l'emploi, en regard duquel notre gouvernement ne fait que répondre par des courbettes et une totale abnégation.**

- Les autres grandes entreprises du pays ne sont pas en reste pour profiter des effets

« **bénéfiques** » de la pandémie : beaucoup se réservent, par le biais d'accords primant désormais sur toute convention collective, (merci Macron...), le droit de réduire ou déplacer les congés d'été, imposant aussi au cœur du confinement des chomages partiels à certains de leurs salariés, victimes de mesures totalement injustes et préjudiciables financièrement.

- **N'oublions pas la nouvelle marotte du patronat, le télétravail**, bien souvent synonyme de « surcharge » de travail, les salariés ayant tendance à culpabiliser en restant chez soi et en pensant souvent ne pas en faire assez, on redouble d'efforts pour que la tâche soit accomplie. Sans parler des difficultés liées aux conditions ambiantes : enfants à la maison, leçons à dispenser... et cela au grand bénéfice de l'employeur puisque c'est le salarié qui met à disposition gratuitement son local d'habitation, l'accès internet, le chauffage, dont il n'aurait normalement nul besoin, s'il se trouvait sur un vrai lieu de travail extérieur à son logement.

Oui, une aubaine ce coronavirus, pour les employeurs ! Outre la santé des personnes, fragilisées, il a, de fait, ouvert le champ des possibles en matière de risques psychosociaux. Il a aussi permis la menace et les odieuses chantages à l'encontre du monde du travail.

- **Toujours au registre de l'information**, une bonne nouvelle à ne surtout pas négliger et qui fait le lien avec le chapitre sur l'international :

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME VIENT DE PORTER UN COUP MAJEUR À LA GUERRE D'ISRAËL CONTRE LA SOLIDARITÉ ENVERS LA PALESTINE : en effet, il se trouve que notre cher pays, qui sanctionnait les actions BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions, appelant au boycott non violent de produits Israéliens) violait en fait l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme portant sur la liberté d'expression. La France, qui se targue d'être le pays des Droits de l'Homme vient donc d'être condamnée par la Cour européenne des Droits de l'Homme pour avoir sanctionné de multiples actions BDS.



Outre la France, nombreux sont les pays, à l'international, où la situation, qu'elle soit sanitaire ou sociale, s'est fortement dégradée. Nous ne détaillerons cependant pas tout ici, tant il y a eu d'événements importants, mais relaterons ceux qui nous ont marqués :

CUBA

Tandis que Cuba envoyait une assistance et du soutien auprès du personnel de santé dans 59 pays à travers le monde, ainsi que plusieurs brigades de soutien médical dans une quarantaine de pays ayant des besoins pour faire face aux assauts du virus, une société États-Unienne rachetait les fabricants de **ventilateurs pulmonaires** clés pour le COVID-19 et suspendait ses ventes à Cuba.

L'acharnement de l'administration Trump envers Cuba est d'une extrême intensité. Avec le renforcement en 2019 du blocus américain déjà en vigueur depuis 1962, et l'extinction complète de tout revenu provenant du tourisme, **le peuple cubain se meurt**. Sa situation est extrêmement **grave**.

Le gouvernement américain a mis en place plus de 80 mesures, dont la moitié à caractère économique : obstacles à la livraison à Cuba de pétrole vénézuélien, pressions et poursuites contre des banques et entreprises étrangères travaillant avec l'île, restrictions aux visites d'Américains...



VENEZUELA

Non loin de là, le Venezuela est toujours dans le collimateur des Etats-Unis qui ont menacé le régime vénézuélien directement avec leur armée en envoyant des navires de guerre et des troupes supplémentaires dans la région des Caraïbes. À cela il faut ajouter qu'il y a quelques mois les Etats-Unis n'avaient rien trouvé d'autre pour destituer le président Maduro que de l'accuser de trafic de drogue, offrant une récompense pour toute aide à le capturer.

PALESTINE

Rien de changé à Gaza : toujours les mêmes violences policières et militaires, toujours la même répression, la démolition des maisons palestiniennes continue ainsi que les raids militaires sur les villes et villages palestiniens. L'armée a détruit une clinique COVID-19 dans la vallée du Jourdain et arrêté des volontaires palestiniens qui tentaient de distribuer des fournitures aux communautés appauvries de Jérusalem-Est.

Par ailleurs, dans le cadre du Covid-19, aucune mesure préventive n'a été prise pour protéger les prisonniers politiques palestiniens, incarcérés illégalement dans un système qui ne répond même pas aux normes sanitaires de base.

Toujours à Gaza, quelques jours après Minneapolis, un jeune autiste qui se rendait dans un centre pour personnes handicapées a lâchement été abattu par la police des frontières, qui a tiré une dizaine de balles sur lui jusqu'à ce qu'il meure.

Oui, l'armée et la police israéliennes ont manifestement un faible pour les handicapés que le moindre faux mouvement peut condamner à mort.



Déjà en 2018, ils avaient abattu, après une embuscade, un jeune homme muet et malade mental, en prétendant qu'il lançait des pierres.

ETATS-UNIS

Nous passerons sous silence les pitoyables interventions émanant du cerveau confus du président américain au sujet de la crise sanitaire, lequel prônait notamment l'injection d'eau de javel dans les veines des citoyens (ce n'est pas une blague, hélas), mais nous évoquerons plutôt la mort de George Floyd, citoyen noir américain victime d'un assassinat perpétré par les forces de l'ordre de Minneapolis, qui a déclenché des protestations et des émeutes continues dans les villes américaines.

Celles de deux autres hommes noirs quelques jours après à Atlanta sont survenues dans un contexte de manifestations et de vive colère. S'ajoute à cela l'assassinat d'un jeune violoncelliste noir âgé de 18 ans, abattu par balles près de chez lui, à Philadelphie, en marge d'une manifestation antiracisme dans la ville.

Il faut tout de même savoir que les policiers utilisant les techniques ayant coûté la vie à George Floyd y ont été formés en 2012 par le Consulat Israélien à Chicago...

Ces techniques sont, et cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on connaît la collusion entre les Etats-Unis et l'Israël, ordinairement utilisées par les forces israéliennes sur les territoires palestiniens occupés.

BAVURES & RAPPORTS D'AUTOPSIE



L'Agenda

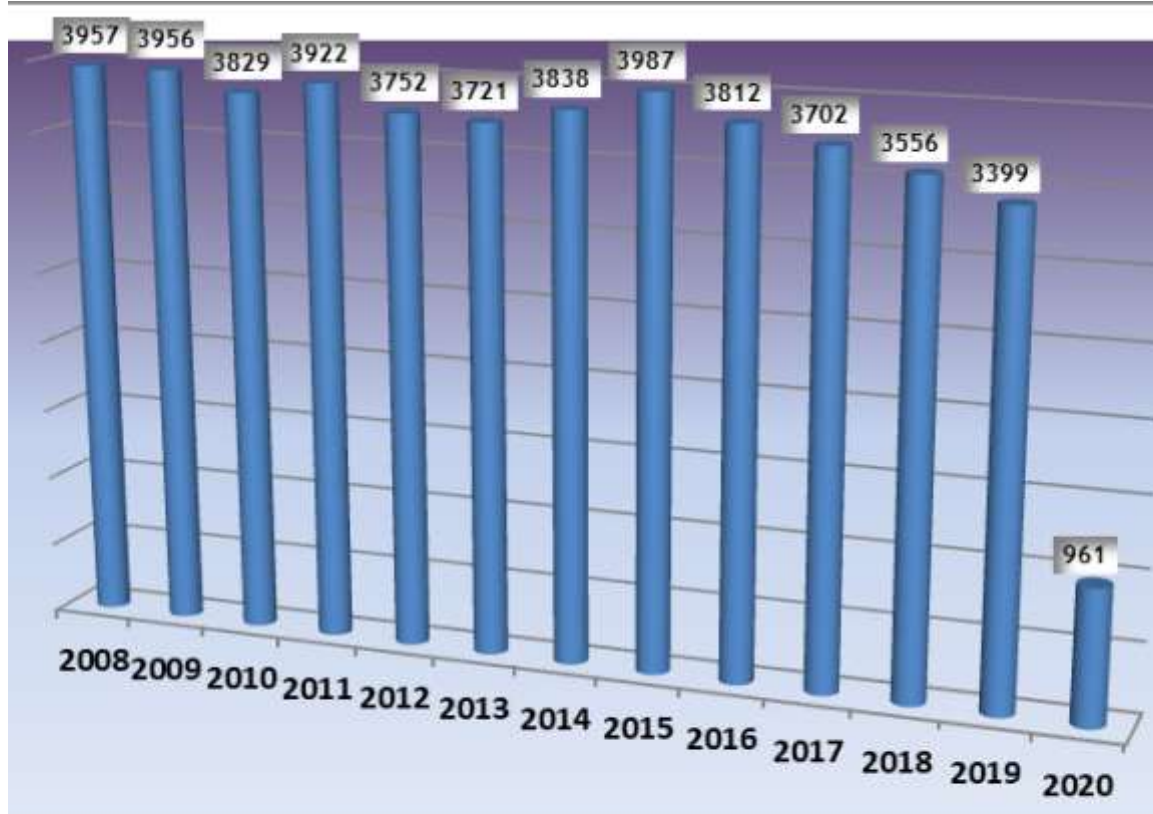
- ❑ AG FNIC de rentrée, le 08 septembre
- ❑ Prochain Conseil National, le 09 septembre
- ❑ Congrès Fédéral, du 30 novembre au 04 décembre à Louan

Nous accusons un énorme retard dans la rentrée des cotisations, que l'on peut tout naturellement imputer à la pandémie : beaucoup de données n'ont probablement pas encore été transmises ou intégrées.

Mais le confinement ayant eu lieu mi-mars, les syndicats et sections de retraités auraient du solder 2019 et régler les FNI 2020.

De ce fait, nous avons donc un très gros travail à effectuer, le manque de FNI étant **plus que conséquent**. Pour info, l'année dernière à la même époque nous avons recueilli 1769 FNI pour le premier semestre, *soit une différence de - 46 % !!!*

FNI au 17 juin 2020



Nous allons tous devoir faire le maximum pour rattraper le retard !

La vie des sections

NOS CAMARADES ACTIFS ET RETRAITÉS DE LA PLATE-FORME TOTAL NORMANDIE PUBLIENT UN OUVRAGE INTITULÉ : **Pages d'Histoires de la Raffinerie de Normandie**, dont voici la présentation :

« Cet ouvrage devait être écrit. Il retrace la vie des hommes et des femmes qui ont œuvré dans une raffinerie d'importance exceptionnelle, désormais refondue dans un établissement « Plateforme de Normandie ».

S'il a la prétention d'être un véritable document pour l'histoire, c'est parce que ce livre a été écrit par des acteurs du terrain et qu'il est en même temps un peu un album de famille, tant les luttes, les coups durs et les victoires ont imprimé une véritable fraternité dans une organisation de la CGT.

Une dizaine de rédacteurs retracent les batailles menées des années 1930 à nos jours pour les conquêtes sociales : la paix, les libertés, l'emploi, les salaires, la durée du travail, la Sécurité sociale, la retraite...

Mais également le Comité d'Etablissement, la santé et la sécurité avec les CHSCT, la mutuelle, l'outil industriel...

Notre ambition : faire connaître pour agir en direction des nouvelles générations. »

LA DIFFUSION DE CET OUVRAGE EST À VENIR.



D'après Jean Marie Robine gérontologue, démographe et directeur de recherche à l'Inserm, « il aurait pu n'y avoir presque aucun mort dans les EHPAD... Il n'a pas été décidé de proté-

ger [les personnes âgées] mais de les isoler... Il n'y a eu aucune réflexion épidémiologique pour protéger les maisons de retraite insuffisamment équipées en masques, gel et autres protections ».

Dès qu'un EHPAD déclarait un cas Covid, on lui envoyait une équipe de gériatrie mobile composée d'experts capables de conseiller, de peser le pour et le contre de déplacer les gens. On a eu plein de témoignages de gens qui ont cessé de manger car ils ne le faisaient qu'en présence de leurs proches.

Les gens sont dans les EHPAD pour y finir leur vie. Ce qui compte, ce n'est pas de vivre trois ou quatre jours de plus, c'est la qualité des journées vécues, des relations... Là, ils ont vécu l'interdiction des visites dans une panique totale du personnel, persuadé de ramener la contamination à la maison alors

que ce sont eux qui contaminaient les résidents.

On les a envoyés au massacre sans les protéger, ni les informer correctement. Et oui, les fins de vie ont été absolument inhumaines. Pendant longtemps, les familles vont traîner cette douleur en se disant qu'elles n'ont pas été capables de tenir la main parent, de leur conjoint-e. C'est épouvantable. Cette crise a révélé l'incroyable âgisme de notre société.

Ajoutons à ces considérations que, outre la terrible souffrance psychologique engendrée par l'isolement des personnes âgées, les consignes gouvernementales enjoignant aux personnes de plus de 65 ans de rester bien confinées chez elles ont engendré pour certaines des pathologies sévères et aussi des drames de la solitude : isolement, mais aussi manque d'activité physique entraînant fonte musculaire, problèmes cardio-vasculaires, circulatoires...

Gestion catastrophique une fois de plus que la non-prise en compte des besoins élémentaires des personnes âgées, pour ne pas dire leur mise au rebut.